

Intervention de madame Anny Bloch-Raymond

au Musée du Désert le 22 août 2012

Monsieur le Directeur du Musée du désert, Monsieur le président de la Fédération protestante, Monsieur le directeur général de la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, Monsieur le grand rabbin, Monsieur le recteur, monsieur le professeur des universités et chers amis es, ...

Mes remerciements s'adressent particulièrement à Patrick Cabanel, pour m'avoir invité à témoigner de l'existence des réfugiés durant les années 1940-1944, en cet anniversaire de l'appel lancé, il y a 70 ans, par le pasteur Marc Boegner président de la fédération protestante, *Cet appel faisait suite à la tragédie du vel d'hiv du 16-17 juillet 1942 et à la rafle des juifs étrangers du 26 août 1942.*

Ce soir, c'est un honneur de témoigner au nom des miens, les familles Bloch, Simon, Dockés, Oestreicher, au nom de l'ensemble des familles de juifs réfugiés. Cependant, née en mai 1944, je ne suis pas un témoin direct mais le *témoin de témoignages.*

Ma famille est originaire de l'Est de la France, de Gérardmer, de Remiremont dans les Vosges et de Belfort. Elle a trouvé, lors de l'exode de juin 1940, un premier refuge à Nîmes, auprès de parents enracinés dans la ville depuis plusieurs générations, la famille Simon. Elle a ensuite aménagé dans des mazets,

ou trouvé des petits meublés. Elle a ainsi échappé aux chambres d'hôtels exigus, aux appartements vides réquisitionnés, transformés en dortoirs, lot de nombreux réfugiés qui n'avaient ni parenté, ni amis.

Quand l'étau se resserre, quand la zone sud est occupée, quand les rafles de juifs se multiplient, ma famille, grâce à des amis, grâce à l'aide de la filière des pasteurs de Nîmes trouve un nouvel abri, à partir de février 1943, dans différents villages des Cévennes : citons Valleraugue, Talayrac, Saint André de Majencoules, Vialas, Genolhac.

Mes parents ont ainsi vécu, du mois d'octobre 1943 jusqu'à la libération de Nîmes, le 23 août 1944, chez des hôtes discrets, bienveillants et dans ces villages qui les ont protégés.

Si c'est un grand honneur de témoigner ce soir, c'est aussi un moment difficile. Je revis, là, maintenant, devant vous, les temps d'anxiété et d'incertitude que les miens ont endurés. Ces épreuves sont révélatrices du destin chaotique des familles soumises au statut des juifs du 3 octobre 1940 et de celui, plus restrictif encore, du 2 juin 41, faisant des juifs les parias de la société. Pourtant, leurs pères avaient été combattants de la guerre de 70-71, eux-mêmes combattants de la guerre 14-18 ; l'une de mes grand-mères, mère de six enfants, médaillée de bronze de la famille.

A Nîmes, mes parents côtoient des réfugiés venus de toute part de l'Europe comme du bassin méditerranéen Turquie, Grèce : 1022 juifs selon le recensement de juin 40, 300 juifs seulement habitaient la ville de Nîmes avant-guerre.

Nîmes est perçue comme une ville moins surveillée, éloignée des zones côtières, plus tolérante que d'autres, une ville aussi qui comprend 18 à 20 000 protestants sur une population de 80 000 habitants.

Jusqu'en 1942, les institutions juives ont fonctionné officiellement. Ainsi mes parents se sont-ils mariés en mai 1941 à la synagogue de la rue Roussy, des enfants y ont fait leur entrée dans la synagogue en 1941 comme notre ami Jean Paul Léon, le rabbin Schilli, rabbin de Montpellier et aumônier notamment du camp de Rivesaltes assurait les offices. Joseph Cario, chantre était présent pour le service au quotidien. Le comité d'entraide aux réfugiés pour les plus démunis organisé par le général Boris et des notables alsaciens trouvent un local à la synagogue. Les éclaireurs israélites voient le jour. Ils forment un groupe de 30 à 40 jeunes. Autour de leur chef Jean Jacques Rein, arrêté ensuite à Lyon par la Gestapo en février 1943. Il était assisté de ma tante, Lise Bloch appelée Poussin. Les enfants sont scolarisés sous leur vrai nom. Dans leurs classes, se trouvent aussi des fils et filles de collaborateurs. Mais grâce à la complicité des frères Picard et de celle d'Agulhon qui travaillent tous trois à la préfecture de Nîmes, des faux papiers et fausses cartes sont établis. Agulhon organise une filière avec les pasteurs de Lozère.

De 1940 au 4 mars 1943, Nîmes devient le centre du protestantisme en zone sud avec la présence du pasteur Boegner, de la Cimade, des missions évangéliques, du comité de Nîmes, comité coordination pour l'assistance dans les camps d'internement. Parmi les pasteurs présents dans la ville, je pense notamment au rôle joué par le pasteur Elie Lauriol, représentant des églises réformées de Nîmes, au pasteur Paul Brunel, président du consistoire qui ont hébergé des familles et des enfants juifs. Paul Brunel recevra la médaille de justes parmi les nations en 1984. A leurs côtés, des laïcs jouent un rôle dans le refuge : Marcelle Monod, directrice à la Maison de santé protestante qui a abrité

clandestinement les élèves infirmières Denise et Hélène Weill ; les responsables de la maison de retraite Château Silhol pour les personnes âgées, les éclaireurs unionistes pour l'accueil des éclaireurs israélites avant que ces derniers ne rentrent dans la clandestinité, après novembre 1942. Je rends hommage, aussi, à ces familles protestantes de condition modeste qui ont caché des familles juives dans des cuisines ou des chambres. Toutes ces actions sont inspirées par l'appel du pasteur Boegner que nous commémorons ensemble aujourd'hui.

A partir de 1943, les villes du Sud deviennent trop dangereuses : l'aryanisation des biens en janvier 42, les rafles du mois d'août 42, l'occupation par la Gestapo en février 1943 d'un immeuble, où résident mes grands oncle et tante contraignent alors ma famille à un nouvel exode, à trouver de lieux et des modes de ressources clandestins.

Une différence considérable existe alors entre les résidents réfugiés qui ont des contacts et des moyens financiers et les familles les plus démunies souvent d'origine étrangère. Comment partir quand on peine à subsister ? « Partir nécessite de trouver des fonds et des lieux où s'établir » dit Salomon Perahia originaire de Salonique installé à Nîmes depuis 1937, dont le père commerçant ambulancier a été déporté avec sa femme et deux de ses enfants. Salomon Perahia constate amer : « Chacun vivait dans sa bulle ; d'une famille à l'autre, on se fréquentait peu ; c'était le règne de la débrouillardise ».

Pour les réfugiés qui frappent à la bonne porte d'un presbytère, qui sont aidés par des amis, qui peuvent se déplacer, les Cévennes vont constituer alors un nouvel asile. Ils ne partent pas sans difficultés. C'est pour de nombreux réfugiés une deuxième, parfois une troisième étape dans un parcours de survie.

Selon l'enquête du club cévenol conduite en 1982 sur le refuge dans les Cévennes, et l'ouvrage *Les Cévennes, terre de refuge, entre 1940 et 1944*, plus

de 1000 personnes sont venues de toute l'Europe se réfugier en Cévennes à partir de novembre 1942 : familles, enfants juifs séparés de leurs parents, cachés grâce à la filière des pasteurs, trouvent un accueil dans ces montagnes. S'y côtoient des clandestins d'origines très diverse, députés comme Salomon Grumbach et, Louis Noguères mais aussi des familles juives de tailleurs, d'artisans, des allemands antinazis, des maquisards, des républicains espagnols et des jeunes illégaux réfractaires au STO.

En octobre 1943, mes parents sont hébergés à Vialas en Lozère, Près de 70 juifs s'y cachent venus de toute l'Europe. Mais à l'exception du pasteur Burnand, du maire François Maurin, et du chef de la résistance René Evrard, les habitants en savent le moins possible. Dans ce climat d'insécurité, une des préoccupations majeure de ces familles est de ne pas se faire reconnaître. Pourtant, de nombreux logeurs connaissaient les raisons pour lesquelles les familles venaient se réfugier et les risques qu'ils pouvaient encourir ; aussi si se méfiaient-ils des délateurs ou «des infiltrés». Le mot d'ordre était à la discrétion. J'ai retrouvé quelques photos familiales prises le 15 mars 1944.

Vis-à-vis de la communauté villageoise, suivant les conseils des pasteurs, certaines familles s'intègrent à la vie religieuse, vont au culte le dimanche, les enfants suivent les cours de Bible

Malgré la rupture que représente la vie rurale ces citadins s'adaptent. Ils s'adaptent à l'état sommaire des lieux, à la corvée d'eau, à l'entretien d'un feu. Ils aident les fermiers dans les travaux des champs, cultivent un premier jardin. De chimistes, les Juliard deviennent agriculteurs ; si l'on est tailleur, on confectionne des vêtements pour les habitants du village. Les enfants reprennent le chemin de l'école. Des pères de famille retournent par obligation chaque semaine en ville malgré le danger.

Menus actes de résistance civile - le boulanger qui donne du pain très tôt le matin sans tickets, le médecin qui brave le danger pour assurer un accouchement, le résistant qui avertit d'un hôte suspect, le pasteur qui fabrique de faux papiers, le logeur qui se tait devant la milice, le gendarme qui prévient les familles qu'elles vont arrêter, cette chaîne de solidarité collective a permis que nous survivions à Vialas, village cévenol à dominante protestante

Chers amis, nous sommes là ce soir pour vous rendre hommage, rendre hommage aux acteurs de notre survie et en premier chef, au pasteur Marc Boegner.

Cher amis, cette geste ne s'inscrit-elle pas dans ce long héritage de l'histoire et de la mémoire huguenote riche de tant de personnages emblématiques ?

Parmi eux, une femme a peuplé mon imaginaire d'enfants : **Marie Durand** : Marie Durand qui avait fait du mot « **Résister** » le fondement de son existence.

[Retour à l'accueil](#)